



## Communiqué de presse FGTE

### **LES VŒUX DES AGENTS DE L'ÉQUIPEMENT A LEUR MINISTRE : qu'il respecte en 2007 ses engagements.**

À l'heure où le gouvernement affiche sa volonté de relancer le dialogue social, la décentralisation et la réorganisation des services de l'État se fait pour les personnels de l'Équipement sans dialogue social et sans respect de la parole donnée. Et cela leur coûte cher !

C'est du jamais vu : un mouvement de personnel d'une ampleur exceptionnelle. 60000 agents (sur 93000) subissent une mobilité professionnelle et parfois géographique. Le ministre D.PERBEN s'est engagé à ce « qu'aucun agent n'en soit de sa poche ». Or aujourd'hui, alors que 75% des agents ont des salaires compris entre 1000 et 1400€, beaucoup s'aperçoivent qu'ils ont été bernés par le ministre : ils en sont de leur poche, parfois pour des sommes importantes.

Dans de nombreux cas aucune mesure concrète n'est prise pour compenser les surcoûts supportés par les agents en raison de mobilités imposées par l'administration ou de fermeture de centres. Et lorsque des agents, souvent des femmes, doivent supporter les frais supplémentaires liés à un éloignement qui engendre un trajet quotidien de 40, 60 ou 80km, voire plus, ce sont 200, 300 ou 400€ par mois qu'il faut retirer du salaire. Or la seule contrepartie est une aide versée une fois pour toute et plafonnée très en-dessous de ce qui se fait dans d'autres ministères.

Alors que les entreprises sont contraintes à des plans sociaux lorsqu'elles mettent en place des réorganisations de cette importance, que les grandes entreprises publiques sous tutelle du ministère (Air France, SNCF, ...) ont négocié des accords sur la mobilité signés par la CFDT, le ministre s'exonère d'une telle démarche mais renvoie la prise en compte des problèmes à un traitement local, au cas par cas, totalement suffisant. Une attitude défailante nourrie d'incompétence et de mépris.

Les réorganisations se poursuivent. En ce début d'année 2007, la CFDT formule le vœu que le ministre respecte ses engagements et que s'engagent enfin des négociations pour accompagner la mobilité.

La modernisation de la Fonction Publique ne peut se faire sans les agents concernés et encore moins contre eux.

Contact :

- Daniel METRICH secrétaire général de l'UF Equipement CFDT : 06 81 02 14 25
- Joël LE COQ secrétaire général de la FGTE-CFDT 06 08 23 87 42